

Fruits et légumes :

A bonne dose, les phytos resteront nécessaires

Dans le cadre du plan Ecophyto 2018, les conditions d'homologation de plusieurs spécialités utilisables sur les fruits et légumes ont été durcies, tandis que plusieurs matières actives ont été interdites. Le secteur est préoccupé et inquiet pour la suite... Depuis 2007, le collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France s'efforce de sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics aux menaces qui pèsent sur la production hexagonale. Soutenu par des scientifiques et des élus, le collectif lance un cri d'alerte : il est urgent de revoir et aménager cette impasse réglementaire.

L'alerte a été donnée encore une fois : les fruits et légumes seraient « *bourrés de pesticides* ». Notre santé serait en danger. Ces opérations de communication menées par diverses associations environnementalistes sont jugées excessives.

Les producteurs en ont assez d'être montrés du doigt. Le collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France (1), qui s'est constitué en 2007 pour défendre la profession et réfléchir aux moyens de préserver une production de qualité, considère que ces associations ne font qu'alimenter des peurs. De son côté, le ForumPhyto, organisation liée à la filière fruits et légumes, soutient que « *lorsque la génétique, les méthodes prophylactiques, agronomiques et alternatives ne suffisent pas, ce sont les produits phyto qui permettent de maintenir des rendements suffisants et de conserver une bonne qualité des produits* ».

Face aux accusations abusives, les producteurs réunis au sein du collectif tiennent à rétablir la vérité et sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics sur les difficultés de leur métier.

● Contrairement à une idée très répandue, l'agriculture est de plus en plus économe en pesticides. En cinq ans, l'usage des produits phytosanitaires (fongicides, herbicides, insecticides) utilisés en France a chuté de 37 %, passant de 100 000 tonnes en 2005 à 63 000 tonnes en 2010. Même constat dans le domaine du maraîchage et de l'arboriculture.

● Depuis plusieurs années, on assiste au durcissement de la réglementation en matière de protection des cultures en France. Des produits ont été interdits, alors qu'ils restent autorisés dans d'autres pays européens, de nouvelles matières actives sont en attente d'homologation, mais déjà homologuées chez nos voisins. La distorsion de concurrence est réelle.

● Avant commercialisation, les fruits et légumes sont rigoureusement contrôlés. Ils doivent notamment passer le crible des fameuses LMR (limites maximales de résidus). En juillet 2010, le rapport annuel de l'autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) sur les résidus de pesticides dans les aliments conclut que près de 97 % des échantillons analysés sont conformes aux exigences de la réglementation. En France, les résultats des contrôles montrent que les LMR sont largement respectées. De plus, il faut savoir que la réglementation exige des normes beaucoup plus contraignantes que les normes toxicologiques. De façon à ce que, même en cas de dépassement occasionnel, la santé du consommateur ne soit pas mise en cause.

Comme le souligne l'organisation mondiale de protection de l'environnement WWF, « *les pesticides, c'est comme les antibiotiques, ... c'est pas automatique* ». Mais il ne viendrait à l'idée de personne d'interdire purement et simplement ces médicaments, très utiles pour combattre certaines maladies et sauver des vies humaines.

Un exemple parmi d'autres, en raison de l'interdiction récente de matières actives (chlorfenvinphos, diéthion...), il est devenu très difficile de maîtriser des populations de mouches pour la plupart des productions de fruits et légumes, et particulièrement pour le radis (mouche du chou), ou pour la pêche (mouche méditerranéenne).

Une approche raisonnée des cultures

Produire des radis, des pêches, ou encore de la mâche ou des melons... exige un grand savoir-faire. Car il faut tenir

compte des saisons, des aléas du climat, des maladies comme le mildiou ou l'oïdium, des parasites comme le redoutable vol des mouches... La préservation de la qualité des fruits et légumes est un engagement de tous les jours pour le producteur. Celui-ci a bien conscience que la réussite passe par une approche raisonnée des cultures. Contre les attaques de maladies et parasites, des solutions alternatives existent. A commencer par l'utilisation de variétés résistantes. Ou le choix de pratiques culturales de bon sens, telle la rotation des cultures. Ou l'application de stimulateurs de défenses naturelles (SDN). Ou le recours à des auxiliaires biologiques...

Comment peut-on imaginer que l'emploi des produits phytosanitaires est la première solution choisie par les producteurs ? Non seulement ces produits sont coûteux, mais ils sont aussi contraignants dans leur application (perte de temps et nécessité de matériel sophistiqués). Si les maraîchers et arboriculteurs ont recours aux produits chimiques, c'est parce qu'ils ne disposent d'aucun autre moyen « alternatif » pour sauver leurs cultures. Et les normes auxquelles ils sont soumis sont drastiques. Année après année, le mille-feuilles réglementaire français et européen plonge trop souvent les producteurs de fruits et légumes dans des impasses techniques.

(1) Le collectif rassemble de nombreux producteurs de fruits et légumes de la France entière, membres de toutes les filières et de toutes les sections professionnelles. Il est soutenu par des scientifiques et des médecins, ainsi que par des élus, maires, députés et sénateurs.

Comment peut-on admettre que telle molécule soit autorisée dans un pays et interdite dans un autre ? Il serait plus juste d'accélérer la reconnaissance mutuelle entre pays européens des dossiers d'homologation : quand un usage est autorisé dans tel pays, les autres membres de l'UE devraient pouvoir lever les obstacles pour une utilisation le plus rapidement possible.

Comment ne pas réagir face à une législation complexe et parfois contradictoire. Un exemple parmi d'autres, la tomate sous serre. Pour cette culture majeure (la tomate est le premier légume consommé par les Français), sous abris (c'est bien connu, les Français veulent pouvoir consommer la tomate toute l'année), le soufre en sublimation est indispensable contre l'oïdium. Naturellement présent dans la plante, il est autorisé au niveau européen, aussi bien en agriculture biologique qu'en agriculture conventionnelle. En fait, en attendant d'être « homologué », le soufre est autorisé en tant que « produit industriel simple ». Sauf que la France a voulu faire mieux que ses voisins européens et a choisi d'anticiper le changement de réglementation. La décision a été prise en 2003 : son usage a été interdit.

Adapter la réglementation aux spécificités du secteur

Le collectif Fruits et Légumes de France estime que les objectifs du plan Ecophyto 2018, une des mesures phares du Grenelle de l'environnement, sont louables. Mais la formulation n'est pas appropriée. Il est illusoire de réduire de 50 % l'utilisation de pesticides dans l'agriculture française. Sur quelles bases ? Parle-t-on de volumes ou de nombre de traitements ? Par contre, les producteurs sont prêts à redoubler d'efforts pour réduire les risques causés à l'environnement. Grâce à une meilleure information et formation, leur contribution est déjà bien réelle.

Les membres du collectif demandent instamment que l'on prenne en compte les spécificités de leur filière. Il faut en particulier résoudre au plus vite la question des « usages non pourvus » (maladies orphelines). D'un côté, on vante les mérites d'une alimentation équilibrée – « mangez au moins cinq fruits et légumes par jour » - et prône les bienfaits de la diversité, de l'autre on ne favorise pas le développement et la culture d'espèces moins courantes.

Selon les productions et à des degrés variables, il est clair que la suppression de matières actives essentielles à la production se traduira par une diminution de la productivité, une baisse de la qualité

De l'importance d'une semence saine

À l'origine de toute culture, il y a la semence, ou le plant. Pour réussir sa récolte, il est essentiel de prendre le bon départ. Au fil du temps et des progrès de l'agriculture, la **production de semences** est devenue un métier très technique. Cette activité demande un suivi régulier et hyper précis. Elle nécessite davantage de main-d'œuvre et un matériel agricole spécifique. Comme les cycles de production sont généralement plus longs (il faut laisser la plante monter à graines), les cultures peuvent nécessiter plus d'interventions phytosanitaires. Ces produits de traitement correspondent à des usages particuliers, mais on ne peut faire l'impasse.

Dans le cadre du plan Ecophyto 2018, des matières actives ont été retirées du marché, certaines sont menacées. **Les agriculteurs-multiplicateurs s'inquiètent.** Ils rappellent que, dans leurs parcelles de multiplication, la maîtrise des parasites et maladies est plus qu'indispensable. Les lots de semences commercialisés doivent répondre à de tels critères de qualité et à des normes sanitaires si strictes, qu'ils n'ont pas le droit à l'erreur.

Si on ne leur permet pas de protéger leurs cultures, avec les produits adéquats, la production française de semences sera en péril.

En plus, les agriculteurs-multiplicateurs plaident pour la bonne cause : c'est bien l'utilisation d'une semence saine et pure qui pourra conduire à moins de traitements phytosanitaires dans la culture qui suivra.

La filière semences a créé en 2008 un groupe de travail sur les « usages mineurs » (ou usages "orphelins"). Le Gnis, la Fédération des producteurs de semences (Fnams) et l'Union française des semenciers (UFS) étudient ensemble la problématique concernant la protection des cultures porte-graine, pour plusieurs espèces : les fourragères, les potagères, la betterave, les céréales et les oléagineux. Ce groupe de travail a pour objectif de faire le point et de mettre en œuvre tous types d'actions auprès des partenaires institutionnels et des élus pour faire entendre leurs arguments... et être capables de **maintenir une production de semences de qualité.**

(avec le risque de mycotoxines) et une augmentation des coûts de production. Le résultat inévitable sera la hausse des prix pour les consommateurs, et la baisse de la compétitivité pour les producteurs français.

Autre conséquence, la diminution de l'offre (volume et durée), couplée à la baisse de la qualité, pourraient conduire les consommateurs à se détourner de l'approvisionnement en frais. Sans oublier les problèmes de désorganisation des marchés qui s'en suivraient. Actuellement, l'approvisionnement régulier (volumes et présence dans la durée) sur les marchés constitue la base des liens contractuels entre les acteurs du marché (producteurs, grossistes, grandes surfaces et détaillants).

Le collectif souhaite que des études d'impact préalables soient menées, avant modification arbitraire de la législation. En l'occurrence, sur l'effet sanitaire réel de ces substances chimiques, circulent beaucoup de contre-vérités. La création d'un lien entre traces dans l'alimentation et pathologies graves n'est pas prouvée scientifiquement.

Sur ce sujet, est paru un rapport très complet « Pesticides et santé », écrit par Claude Gatignol, député UMP de la Manche et Jean-Claude Étienne, sénateur UMP de la Marne. Ce texte

a été remis en février 2010 à l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst). Les auteurs reconnaissent que la réduction de l'utilisation des pesticides est sans conteste le plus sûr moyen de limiter les risques d'exposition du consommateur. Mais ce serait mettre en péril la « survie technique » de certaines cultures. Cela pourrait entraîner des risques d'invasion de certains parasites dans les champs et la multiplication des mycotoxines, en résidus sur les produits.

À propos de la mise en avant de l'agriculture biologique, le rapport précise que celle-ci utilise elle aussi des produits dangereux pour la santé (comme la roténone) ou l'environnement (comme le sulfate de cuivre). Surtout, ce mode d'agriculture n'est pas en mesure de répondre aux défis alimentaires du futur.

En réponse à Ecophyto, les deux parlementaires préfèrent promouvoir l'agriculture raisonnée, plus économe en engrais et en pesticides que l'agriculture conventionnelle. Enfin, ils recommandent de favoriser les recherches en biotechnologies végétales, qui permettront de créer des variétés de plantes résistantes aux ravageurs de cultures.

Laure Gry